

ⵎⵓⵔⵓⵎⴰⵣⵉⵖ ⵎⵓⵔⵓⵎⴰⵣⵉⵖ ⵏ ⵎⵓⵔⵓⵎⴰⵣⵉⵖ ⵏ ⵎⵓⵔⵓⵎⴰⵣⵉⵖ
ⵏ ⵎⵓⵔⵓⵎⴰⵣⵉⵖ ⵏ ⵎⵓⵔⵓⵎⴰⵣⵉⵖ (1912-2015)
ⵎⵓⵔⵓⵎⴰⵣⵉⵖ ⵏ ⵎⵓⵔⵓⵎⴰⵣⵉⵖ ⵏ ⵎⵓⵔⵓⵎⴰⵣⵉⵖ ⵏ ⵎⵓⵔⵓⵎⴰⵣⵉⵖ ?

The moroccan amazigh movement

a hundred years later (1912-2015)

what's the perspective for its society project ?



ⴰⵎⴻⵣⴰⵖⴰⵏ | ⵎⴰⵎⴰⵣⴰⵏⵉⵙⴰⵏ | ⵎⴰⵎⴰⵣⴰⵏⵉⵙⴰⵏ
مجموعة الذكاء الجماعي الأمازيغي
Amazigh Intelligence Think-Tank (AIT)

***National Federation of Amazigh
Associations (FNAA)-NGO***
***Fédération Nationale des Associations
Amazigh au Maroc (FNAA)-ONG***

63 rue kadi ayyadd diour jamaa Rabat Maroc
Téléfax: 05.37.70.20.38
Émail: fnaafederation@gmail.com
Site Web : fnaa.ma

Dépôt légal : 2015MO3466
ISBN : 978 - 9954 - 9582 - 1 - 6

Imprimerie imestiten - Rabat
Rue Cameroune, Av. Hassan II Diour Jamaâ, Agdal - Rabat
Tél./Fax: 05 37 73 69 63 / GSM : 06 66 08 45 62
E-mail: imprimerieimestiten@gmail.com

NB : "This work is made possible by the generous support of the American people through the United States Department of State. The contents are the responsibility of the Amazigh Intelligence think-tank designed by The National Federation of Amazigh Associations and do not necessarily reflect the views of the Department of State or the United States Government."

NB : « Ce travail est rendu possible grâce au soutien généreux du peuple américain à travers le Département d'État des États-Unis. Le contenu est la responsabilité de l'Amazigh Intelligence think tank (AIT) qui a été conçu par La Fédération Nationale des Associations Amazighes (FNAA) et ne reflète pas nécessairement les points de vue du Département d'État ou de gouvernement des États-Unis »

NB : "Les Articles publiés dans ce livre n'engagent que leurs auteurs".

Série de publications de la fédération nationale des associations amazigh
Publication N° 1

Table des matières

Introduction	11
Charte de Think Tank.....	13
Pour un projet d'Etat Amazigh Par: Mohamed Boudhan (Option Amazighe).....	21
La synthèse du Débat Préparé par Afulay	43
Annexe	55
Déclaration des principes du rassemblement pour la liberté et la démocratie (RLD).....	57
La Plateforme idéologique du rassemblement pour la liberté et la démocratie (RLD).....	67
Liste des invités à la rencontre du think tank.....	79
Programme de la rencontre.....	81



Introduction

Ce livre est la première publication d'une série de publication du think tank « Amazigh Intelligent think tank » (AIT think) qui est une institution scientifique fondée par la fédération nationale des associations Amazighes au Maroc FNAA, pour être une force de réflexion et d'influence sur la scène culturelle et politique au Maroc, en mettant l'intelligence collective au service des questions nationales en générales et la question amazighe en particulier.

Après le blocage du mouvement culturel amazigh la dernière décennie, et après l'expérience de près d'un siècle de lutte amazighe en général au Maroc, le think tank a estimé qu'il est temps d'amener une réflexion globale en réactivant l'intelligence collective amazighe autour de la question suivante : le mouvement a-t-il encore besoin d'accumuler d'expériences ? Ou a-t-il arrivé à un stade de maturité suffisante qui lui permet aujourd'hui de réunir ses efforts pour traduire ses idées et ses principes démocratiques dans un projet de société globale capable de répondre aux aspirations de la société marocaine en terme d'identité, de liberté et de démocratie en générale?

Dans ce livre vous trouverez l'ensemble des propositions de projet ou de partie de projet de sociétés présentés et discutés le 21 Mars 2015 Rabat à la journée d'étude organisée par le think tank sous le thème «le mouvement culturel amazigh au Maroc, un siècle après (1912 à 201), quelle vision pour son projet de société ?

Sur ce, le think tank a invité tous les courants politiques, sans exception, issus du mouvement culturel amazigh: le Parti démocratique amazigh marocain PDAM, et le Parti démocratique fédéral PDF, l'Option Amazighe OA, le parti de la liberté et de la démocratie RLD et la Coordination nationale des associations amazighes et le mouvement Imghnasen.

La Fédération National des Associations Amazigh au Maroc
11 septembre 2015

Charte de Think Tank

1. Préambule :

Depuis déjà plusieurs décennies, la revendication identitaire amazighe en Afrique du Nord s'est inscrite dans le cadre des combats démocratiques. C'est une revendication qui sous tend une identité en construction qui couvre un territoire très vaste qui s'étend de Siwa en Egypte jusqu'aux Iles Canaries et englobe une grande partie des pays subsahariens. Elle s'inscrit aussi dans une histoire millénaire faite de luttes et de combats pour la sauvegarde et le développement des spécificités identitaires amazighes, fondées sur des valeurs pérennes que sont la démocratie, la coexistence, la laïcité et les libertés d'expression et de croyance. Valeurs qui sont aujourd'hui l'apanage des sociétés démocratiques qui avancent vers des lendemains prometteurs.

2. Vision :

Conscient que le Maroc vit actuellement une phase importante de mutation et de transformation dictée principalement par le contexte international et par les mouvements de contestataires citoyens au niveau local ;



Conscient que le mouvement culturel Amazigh a beaucoup participé à ces mutations. Il a notamment fait tomber des « idéaux » qui sont restés durant plusieurs décennies des constantes de la pratique politique dont certaines ont été érigées au stade de la sacralité ;

Conscient que la valeur du Maroc reste toujours son capital humain fondé et forgé par une histoire et une identité plusieurs fois millénaire ;

Conscient que la phase actuelle a encore besoin plus qu'avant d'orientations stratégiques basées sur une réflexion approfondie qui tienne compte du capital immatériel qui est l'histoire, l'identité, les valeurs ... ;

Conscient que pour y participer efficacement il faut rompre avec le stade de l'intelligence et le travail individuels ;

Conscient que l'intelligence collective, résulte des interactions multiples entre des acteurs de différentes tendances politiques et culturelles ;

Sur cette donne est venue l'idée de créer un think tank qui porte le nom de « **Amazigh intelligence think-tank** (AIT) » (le groupe d'intelligence collective Amazighe (AIT)) et qui est un espace d'expression libre, d'échange d'idées, de dialogue et d'intelligence collective.



Un forum qui, à travers ses rencontres régulières entre des femmes et des hommes d'horizons divers, de tendances et de sensibilités différentes, a pour ambition de :

- drainer des énergies,
- conforter la réflexion sur les problématiques auxquelles est confronté le combat amazighe, particulièrement au niveau national,
- renforcer les liens de ce combat avec les valeurs historiques de la civilisation nord-africaine que sont la démocratie, la coexistence, la tolérance, la laïcité et les libertés d'expression et de croyance individuelles et collectives.

Il s'agit de rencontres qui tentent d'accompagner les mutations rapides que connaît le Maroc, dans un contexte international des plus troubles. Cet accompagnement se matérialise par la proposition d'une pensée qui :

- fait des valeurs citées plus haut ses piliers fondateurs,
- trace et résume en clair ses objectifs,
- élabore une stratégie efficiente, fruit d'analyses approfondies,
- apporte des solutions bien réfléchies à cette société en mutation.

Il est aussi question de prolonger le combat identitaire ama-

zighe qui, à travers ses acteurs (activistes, créateurs, société civile...), a contribué à démystifier des discours monolithiques et anachroniques et renforcé le processus de démocratisation de la société en interpellant les décideurs et l'Etat pour qu'ils assument leur responsabilité.

Le think-tank AIT, aspire aussi au renforcement des échanges et peut faire recours à des experts et à des professionnels dans des domaines précis. C'est en fait un laboratoire de production d'idée, de démarches, de modes de lutte pacifiques et de stratégies.

3. Impacter la société civile et la politique publique

Les travaux réalisés feront l'objet de synthèses et de recommandations à même d'apporter des solutions aux problématiques débattues. Ils porteront sur divers secteurs : politique, culturel, économique, social, artistique ...et interpellent les décideurs pour les inviter à adapter leurs politiques publiques aux aspirations de la société.

Il est à rappeler que ce think-tank est une structure à but non lucratif, indépendante de l'État et de toute autre structure. Sa mission principale est la production systématique des analyses, des études, des rapports et des propositions de solutions à des problématiques dans les secteurs cités plus haut.



Sans oublier aussi qu'il a le devoir de dresser des

ponts de dialogue avec ses homologues nationaux et internationaux ainsi que les décideurs nationaux et internationaux.

En outre, il va contribuer à la politique publique en :

- fournissant un réservoir d'experts, d'intellectuels et de talents.
- générant des idées originales et des options politiques efficaces
- constituant «un lieu où les décideurs peuvent débattre d'idées et tester de nouvelles approches».
- proposant des issues aux conflits nationaux et internationaux.
- adaptant les idées et concepts existantes aux « besoins et contraintes de l'évolution du pays »
- formulant politiquement les aspirations du peuple
- Anticipant les crises et les conflits sociaux, économiques et politiques.



4. La réussite du think tank AIT

Sa réussite ne sera garantie que lorsqu'il œuvre constamment à l'élargissement de son équipe à plus de membres d'horizons divers: faire asseoir le businessman, l'intellectuel, le politicien et le rebelle, ensemble, autour d'une même problématique en vue de trouver une solution, fruit d'une intelligence collective.

Etre un think tank est une vocation fondée sur des convictions, et non un statut juridique. Ce thnik tank, fondé par les efforts multiples dont, principalement le soutien logistique de la Fédération Nationale des Associations Amazighes, prend aujourd'hui la forme traditionnelle et millénaire Amazighe qui est le comité du village ou «l'Agraw». Néanmoins, ses membres sont libres d'adopter la forme juridique qu'ils jugent la mieux adaptée pour mieux impacter par leurs idées.

5. Adhésion au think tank AIT



AIT est une initiative non partisane qui cherche la qualité, la diversité et l'équilibre de ses membres. Il est membre du groupe toute personne, femme et homme, de :

1/ profil :

- Penseur (analyste, philosophe...) & écrivain
- Spécialiste (Juriste, économiste, diplomate, historien, linguiste, anthropologue, sociologue, docteur, ingénieur ...)
- Acteur de la société civile
- Acteur économique (businessmen, banquier...)
- Politicien

2/ qui :

- respecte la différence
- doté d'ouverture d'esprit

- ne limite pas la liberté d'expression
- jouit d'un degré d'expérience dans le domaine Amazighe avec toutes ses composantes
- a participé activement dans les affaires de promotion de l'amazighité
- a contribué potentiellement aux travaux d'AIT

Pour un projet d'Etat Amazigh

Par: Mohamed Boudhan (Option Amazighe)

Les 44 années d'occupation française du Maroc (1912 – 1956) n'étaient pas une colonisation ordinaire. C'est pour ça que ses séquelles ne sont pas ordinaires, non plus. A la différence du Sénégal ou la côte d'Ivoire, ou le Cameroun par exemple, où la France a reconnu, sauvegardé et protégé l'appartenance identitaire africaine de ces peuples et de leurs nouveaux Etats, elle a perverti l'appartenance identitaire du Maroc et de son Etat qu'elle était censé protéger.

Appartenance géographique et appartenance identitaire:

Pour avoir une idée de l'énormité de cette perversion identitaire opérée par la France au Maroc, il convient de rappeler qu'avant 1912, le Maroc était connu comme pays nord-africain, et son peuple comme berbère dans son appartenance identitaire collective, qui n'a rien à voir avec les appartenances identitaire, vraies ou supposées, des personnes prises individuellement. Les arabes eux-mêmes utilisaient deux dénominations pour désigner par l'une l'appartenance géographique de l'Afrique du Nord et par l'autre l'appartenance identitaire des peuples de cette région. Les deux dénominations sont «pays d'Ifriqiya» (بلاد إفريقية) et «pays des berbères» (بلاد البربر). Et quand les arabes utilisaient l'expression «pays des berbères», c'est dans le même sens où ils

utilisaient des expressions comme «pays des persans», «pays des romains» «pays de l'inde»..., qui indiquent que ces pays ne sont pas des pays arabes ni dans leur appartenance identitaire ni dans leur appartenance géographique, contrairement à des expressions comme «pays du Hijaz» (بلاد الحجاز) «pays de Najd» (بلاد نجد), qui indiquent que ces contrées sont des provinces arabes, avec bien sûr appartenance identitaire et géographique arabes.

Ce qui doit retenir notre attention, c'est la concordance et l'harmonie qu'il y avait entre l'appartenance géographique de l'Afrique du nord et l'appartenance identitaire collective de ses peuples que leur confère la même appartenance géographique. Les deux appartenances formaient un couple inséparable, à tel point que l'une définissait l'autre. Si on se posait la question «C'est quoi l'Afrique du nord», la réponse serait «c'est le pays des berbères». Et la question «qui sont les berbères», la réponse serait «ce sont les habitants de l'Afrique du nord».

Il y avait évidemment - et il y a encore toujours - des nord-africains qui prétendaient avoir une filiation non africaine, et une descendance provenant d'une lignée arabe «noble» non amazighe, et donc non africaine. Cette sorte d'usurpation d'identité, qui était favorisée par les avantages sociaux, religieux et surtout politiques censés inhérents à une origine arabe, se limitait à ce qui est racial et individuel, et n'affectait, par conséquent, même quand ces origines raciales arabes étaient réelles et non supposées comme c'est le cas le plus souvent, (n'affectait) en rien l'appartenance identitaire amazighe collective que façonne l'appartenance géographique.

C'est ce qui explique que l'identité des Etats, qui se sont succédés au Maroc depuis les conquêtes arabes, n'étaient jamais reconnus comme étant des Etats Arabe et d'appartenance identitaire arabe. Ils ne s'étaient jamais, non plus, déclarés eux-mêmes comme des Etats arabes d'identité arabe. Et cela était vrai même quand les chefs de ces Etats, les sultans en l'occurrence, étaient reconnus comme ayant une origine arabe. Cette séparation entre l'origine raciale du sultan et l'identité collective de l'Etat dont il est le représentant, a été soulignée par le génial Ibn Khaldoun à propos d'Idriss premier quand il écrivait dans ses prolégomènes: «Bien que les berbères aient intronisé idriss, l'Etat dont il était le chef, n'était pas pour autant un Etat arabe, parce que c'étaient les berbères qui le dirigeaient et le géraient, en plus du nombre réduit des arabes». (Lamouqaddima, edition Dar Albayane, sans date, page 370)

D'ailleurs, il n'existe aucun texte ou document historique où ces Etats étaient considérés comme étant des Etats d'appartenance identitaire arabe. En outre, l'expression «Al-Maghreb al-Arabi», qui est l'étiquette annonçant l'appartenance identitaire arabe des pays d'Afrique du nord, n'a fait son apparition que pendant le protectorat français au Maroc.

Donc les choses, sur le plan identitaire, sont restées à ce niveau de concordance entre identité et territoire, où l'appartenance identitaire des peuples nord-africains reproduit et suit l'appartenance géographique de leur territoire d'Afrique du nord.

L'arabisation politique du Maroc :

Mais la France va, à partir de 1912, bousculer cette concordance entre territoire et identité et provoquer une discordance et une dissociation entre l'appartenance territoriale et l'appartenance identitaire, en créant au Maroc un Etat avec appartenance arabe d'origine raciale et orientale en décalage avec son territoire qui se trouve en Afrique du nord. C'est la première phase de l'arabisation entreprise par la France, et qui sera poursuivie, dans sa deuxième phase, par l'Etat de l'indépendance.

C'est une arabisation que je qualifie de politique, parce que son contenu et son objectif n'étaient pas l'arabisation du peuple ou la langue du peuple, mais l'arabisation de l'Etat et de son pouvoir politique, en en faisant un Etat arabe. C'est quoi un Etat arabe? Ce n'est pas un Etat que dirigent des responsables qui sont forcément des arabes génétiquement. C'est tout simplement un Etat où le pouvoir politique est exercé au nom de l'appartenance arabe, et nom de l'appartenance à l'Afrique du nord qui est le territoire où s'exerce ce pouvoir. Il y a donc un divorce entre l'appartenance du territoire et l'appartenance de l'Etat.

Après l'indépendance, l'appartenance arabe du Maroc et de l'Etat du Maroc, était, sur le plan politique, une évidence qu'on ne peut pas mettre en question. L'Etat de l'indépendance va poursuivre l'entreprise de l'arabisation dans sa deuxième, qui est toujours en cours, et dont l'objectif n'est pas une arabisation politique, puisque celle-ci était déjà accomplie par la France, mais:

- Une arabisation raciale, qui consiste à inculquer aux marocains et répandre la fausse idée qu'ils sont un peuple d'origine arabe.
- une arabisation identitaire qui consiste à inculquer aux marocains et répandre la fausse idée que la Maroc est un pays arabe, d'appartenance identitaire arabe.
- une arabisation idéologique qui consiste à créer une dépendance du Maroc et des marocains vis-à-vis de l'orient arabe sur le plan culturel, linguistique, religieux, artistique, cinématographique, musical, et même vestimentaire...

Ainsi depuis 1912, le Maroc s'est engagé dans une «option arabiste», choisie et imposée par la France, puis entérinée, adoptée et perfectionnée par l'Etat national de l'indépendance.

Voilà pourquoi, nous dans l'option amazighe, avons lancé (en janvier 2007) l'«Option amazighe» en réaction à «l'option arabiste» qui a régné au Maroc durant un siècle, et où l'amazighité était totalement exclue pendant plus d'un demi siècle. Cette «Option Amazighe» peut se résumer donc en un appel au retour à la situation identitaire d'avant 1912.

L'émergence du MA (Mouvement Amazigh) au début des années 70 était motivée par le même mobile. Elle était donc une rebiffade contre cette «Option arabiste» qui domine depuis 1912. Depuis sa naissance, le dit MA a énoncé donc des revendications où on peut déceler une ébauche, plus ou moins explicite, d'un projet de société. A titre d'exemple, toutes les revendications amazighes, en plus de celles qui concernent directement l'amazighi-

té, insistent sur les valeurs de laïcité, de diversité, de démocratie, d'égalité et de justice... Ce qui préfigure un projet de société laïque, démocratique, égalitaire, juste, plurielle... etc.

Absence d'un projet d'Etat amazigh:

Ces exemples montrent que le MA ne manque pas donc de projets de société. Mais on peut remarquer l'absence quasi totale, parmi toutes les revendications amazighes, avec tout ce qu'elles annoncent de projets de société, le projet d'un Etat Amazigh, qui n'a jamais fait partie de la littérature revendicative amazighe. A l'exception de «l'Alternative Amazighe» de Ssi Ahmed Dgherini (2006), de «l'Option Amazigh» (janvier 2007) et de «Pour un Etat qui tire son identité de la terre amazighe du Maroc» (2008) de l'association «Identité Amazighe», la problématique d'un Etat Amazigh n'a jamais été posée ni soulevée par le MA. Et il est bien curieux que l'Etat Amazigh ne soit pas un souci pour ce MA, alors que tous les problèmes d'imazighen ont pour origine l'absence d'un Etat Amazigh.

Mais d'abord, c'est quoi un Etat amazigh? Ce n'est pas un Etat qui doit être dirigé par des responsables d'origine raciale amazighe. Ce n'est donc pas, non plus, un deuxième Etat amazigh à côté de l'actuel Etat censé être un Etat arabe. Ce n'est pas aussi un Etat qui devrait chasser l'Etat actuel pour se mettre à sa place comme une sorte de coup d'Etat. L'Etat amazigh c'est tout simplement, comme je l'ai écrit à propos de l'Etat arabe, l'Etat où le pouvoir politique doit être, comme c'est la règle dans tous les pays du monde, exercé au nom de l'appartenance de cet Etat à son

territoire amazigh, c'est-à-dire nord-africain. En d'autres termes, l'Etat amazigh est l'Etat où l'appartenance identitaire de ce dernier et de son pouvoir

politique doit être, comme c'est la règle partout dans les pays du monde, en concordance et en harmonie avec son appartenance géographique, comme c'était le cas avant 1912. En conclusion, l'Etat amazigh n'est pas un nouvel Etat. Il est le même Etat actuel, mais avec une identité collective en accord avec l'identité de son territoire. L'Etat amazigh est donc une rectification d'une erreur logique et réelle: logique parce que depuis 1912, l'appartenance de l'Etat est en contradiction avec son appartenance géographique. Réelle parce que depuis 1912, l'Etat, en épousant une appartenance étrangère à son appartenance géographique, se comporte comme un Etat étranger. C'est le cas d'un Etat arabe dans un territoire qui n'est pas arabe.

Pourquoi un Etat amazigh, au sens territorial que j'ai expliqué, est si important?

Parce que les revendications amazighes, dans leur composante directement liée à la question amazighe, tournent toujours autour de la reconnaissance et la promotion de la culture, la langue, l'identité et l'histoire amazighes. En plus, bien sûr, d'autres revendications, comme la laïcité, la démocratie, la bonne gouvernance, le progrès, la rationalité, l'égalité..., comme je l'ai signalé plus haut. Pourquoi la culture, la langue, l'identité et l'histoire amazighes? Parce que le MA avait et a encore la conviction que l'amazighité était victime d'une exclusion culturelle, linguistique, identitaire et historique. Donc il suffit de reconnaître et promou-

voir ces composantes de l'amazighité pour que cesse l'exclusion de cette dernière.

Mais est-ce que vraiment la marginalisation de l'amazighité se réduit à la marginalisation culturelle, linguistique, identitaire et historique?

L'exclusion politique de l'amazighité:

Quand on va au-delà des apparences et des fausses évidences, on s'aperçoit que ces exclusions culturelle, linguistique et identitaire dont était victime l'amazighité, ne sont que la conséquence et la manifestation d'une autre exclusion, plus basique, plus primaire et plus fondamentale, qui est l'exclusion politique. C'est quoi l'exclusion politique de tamazight?

Puisque le pouvoir politique de l'Etat est exercé au Maroc, depuis 1912, au nom de l'appartenance «arabe», étant donné que le Maroc se considère et se comporte depuis cette date, 1912, comme un Etat arabe, il en découle que l'amazighité se trouve donc exclue du pouvoir politique. Si imazighen, c'est-à-dire les marocains qui ont conscience de leur identité amazighe, ont aujourd'hui une existence culturelle, linguistique et identitaire reconnue, ils n'ont pas, néanmoins, une existence politique, parce qu'ils n'ont pas de pouvoir politique. La conséquence, c'est que si tamazight – et imazighen – a obtenu aujourd'hui une reconnaissance culturelle, linguistique et identitaire, elle continue, quand même, à subir l'exclusion politique.

Voilà le vrai contenu politique de la question amazighe. Si le MA ne cesse de répéter que l'amazighité est une question politique, il réduit, cependant, le contenu politique de l'amazighité à la nécessité d'une décision politique que l'Etat arabe doit prendre dans l'intérêt de l'amazighité. Ce qui est une reconnaissance et une acceptation formelles de l'exclusion politique de tamazight qui a besoin d'une décision politique «arabe» qui lui est étrangère, alors qu'elle devrait être elle-même la source de toutes les décisions politiques, vu que le Maroc est un pays amazigh africain où toutes les décisions politiques doivent normalement être prises au nom de son appartenance amazighe africaine. Le contraire fait, comme c'est le cas actuellement, que toutes les décisions politiques prises par l'Etat arabe sont une confirmation et corroboration l'exclusion politique de l'amazighité.

C'est pour cette raison que la reconnaissance officielle de l'amazighité comme culture, langue, identité et histoire, ne peut pas mettre fin à l'exclusion politique dont elle est victime depuis 1912, tout en admettant que cette reconnaissance est très bénéfique pour l'amazighité, comme nouvelle «politique berbère» qui a pour objectif non pas la cessation de l'exclusion politique de l'amazighité, mais de rendre cette exclusion acceptable et supportable par l'amazighité qui doit vivre avec, à l'instar de l'ancienne «politique berbère» pratiquée par la France, qui avait pour but non pas de faire de l'amazighité l'identité et la langue de l'Etat, mais d'intégrer imazighen et l'amazighité dans le nouvel Etat arabe qu'elle a créé.

Ce qui a permis à cette nouvelle «politique berbère» d'être adoptée et appliquée par l'Etat comme une solution appropriée à la question amazighe, c'est que les revendications amazighes, dans leur état actuel, sont des droits que réclament habituellement les minorités ethniques quand elles sollicitent des pouvoirs publics, du pays dans lequel elles vivent, de reconnaître leurs droits linguistiques, culturelles et identitaires. Voilà ce qui explique que l'Etat «arabe» du Maroc commence à répondre aux revendications amazighes concernant la langue, la culture et l'identité, parce que ces revendications ne touchent en rien les fondements identitaires arabes de l'Etat «arabe» au Maroc, puisqu'elles ne visent pas à réamazigher cet Etat en en faisant un Etat amazigh avec des fondements identitaires amazighs où le pouvoir politique s'exercerait au nom de l'appartenance à son territoire amazigh nord-africain.

Quelle revendication prioritaire?

Voilà ce qui pose la question des priorités dans les revendications du MA, qui n'a pas encore su désigner laquelle de ses revendications est prioritaire et doit précéder toutes les autres. C'est ainsi que le MA, quand il revendiquait l'officialisation de tamazight, il n'a pas pensé un seul instant que l'officialisation de tamazight – et c'est ce qui est advenu après l'officialisation – que cette constitutionnalisation de l'amazighité ne changerait rien à la situation de l'exclusion politique de l'amazighité étant donné que cette constitutionnalisation s'accomplit dans le cadre d'un Etat «arabe», d'où la continuation de l'exclusion politique de l'amazighité qui demeure toujours objet de décision politique «arabe, au lieu d'être source et sujet de toute décision politique, comme dans le cas où l'Etat marocain exercerait son pouvoir

politique au nom de son appartenance à au sol amazigh nord-africain en tant qu'Etat amazigh au sens territorial et géographique.

Comme on voit, d'après ce qui précède, la réalisation de toutes les revendications amazighes, à supposer qu'elles sont satisfaites de façon complète, ce qui n'est plus le cas, n'aboutit nullement à l'abolition de l'exclusion politique de l'amazighité, cette exclusion qui est la source de tous les maux dont souffre l'amazighité depuis 1912. Cette impasse où mènent les revendications amazighes, dans leur état actuel, a pour origine le fait que le MA est parti de la question: «que doit-on faire pour réaliser les revendications amazighes?», qui est une question qui concerne les moyens. C'est une erreur stratégique de se s'interroger sur les moyens sans fixer au préalable la fin et les objectifs à atteindre, en se posant la bonne question qui est: «que voulons-nous?», «à quoi aspirons-nous par notre combat?», «quel projet défendons-nous?». C'est la question des fins que le MA n'a pas encore posé de manière claire, tranchée et franche. Parce que cette question des fins est absente chez le MA, toutes ses revendications, même si elles s'étaient réalisées, ne mettraient jamais un terme à l'exclusion politique qui est à l'origine de tous les problèmes de l'amazighité. Par conséquent, le MA semble, vu la nature de ses revendications, comme s'il n'a encore rien revendiqué dans l'intérêt de l'amazighité, tant qu'il n'a pas revendiqué la levée de l'exclusion politique de l'amazighité, qui est le tronc d'où dérivent toutes les petites exclusions linguistiques, culturelle et identitaire.

La réponse à la question de la fin du combat du MA, qu'il aurait dû poser avant toute chose, serait, en lien bien sûr avec l'exclusion politique de l'amazighité, «nous voulons un Etat amazigh», tou-

jours au sens territorial et géographique et non racial. C'est-à-dire l'Etat où le pouvoir serait exercé, non pas par imazighen au sens racial et génétique, mais au nom de l'appartenance à la terre amazighe nord-africaine du Maroc, et qui est la source de l'identité collective – et non individuelle - du Maroc, de son Etat et de son peuple, quelque soient les origines raciales, vraies ou supposées, des composantes de ce peuple.

Conception territoriale de l'identité et de l'Etat amazigh;

Il s'agit là, précisément, de l'identité collective amazighe du peuple et de l'Etat qui représente ce peuple. Quant aux personnes, chacune a le droit s'attribuer une origine arabe, ou juive, ou phénicienne ou romaine ou nigérienne ou sénégalaise ou andalouse... Ces identités personnelles et individuelles, de nature raciale et biologique, n'ont donc rien à voir avec l'identité des peuples et des nations comme le Maroc, et qui a toujours un contenu et un sens collectifs et politiques. Collectifs parce que liés à un peuple, et politiques parce que liés à un Etat. Cette identité collective des peuples et leurs Etats n'est jamais la somme des identités particulières des individus qui composent ces peuples et ces Etats. Comme il est prouvé en physique, en mathématique, et fortiori en sciences humaines, les ensembles et les totalités ont toujours des caractéristiques différentes et indépendantes des caractéristiques des éléments composant ces ensembles et ces totalités, de même les peuples et les Etats ont des identités collectives différentes et indépendantes des identités supposées des individus composant ces peuples et ces Etats. Ces identités collectives, des peuples et des Etats, sont déterminée, comme partout dans le monde, non

pas par la filiation génétique et raciale, vraie ou supposé des personnes, mais par le territoire auquel appartiennent et où vivent ces peuple et ces Etats. Par ailleurs, si les composantes fondamentales d'un Etat sont le territoire, le peuple et le pouvoir politique, il est donc logique que ces composantes soient liées par la même identité commune qui est celle du territoire.

Même si l'on admet que les marocains ont des origines raciale différentes, qu'il est difficile d'ailleurs d'établir de manière scientifique indubitable, il reste qu'ils ont une origine commune qu'ils ne peuvent pas nier ni contester. C'est leur pays amazigh nord-africain à qui ils appartiennent tous, et qui leur donne, donc, une identité collective commune, c'est l'identité amazighe dans son sens territorial.

Cette conception territoriale de l'identité offre une solution définitive au problème identitaire au Maroc, qui risque de prendre des dimensions conflictuelles, voire racistes, en raison de la conception raciale erronée de l'identité, très en vogue au Maroc, qui propage la fausse idée que le Maroc est constitué de deux races amazighes et arabes, donc de deux identités, ce qui donne deux peuples, l'un amazigh et l'autre arabe. Et dès qu'on admet qu'il y a deux identités avec deux peuples, on crée les conditions d'un possible conflit identitaire où chacune des deux races supposées va tout faire pour dominer l'autre.

Quant à la situation d'une vraie pluralité de différentes identités vivant sous un même Etat, mais avec un territoire et une langue propres (les deux composantes fondamentales de l'identité), comme en Espagne, ou en Belgique ou en suisse, elle ne cor-

respond pas au cas du Maroc où il n y a pas un territoire pour imazighen et un autre pour les arabes. Il y a un seul territoire, qui est le même pour tous les marocains. Ce territoire est amazigh, c'est-à-dire nord-africain, donc le peuple qui occupe ce territoire est amazigh, c'est-à-dire nord-africain.

On peut se demander s'il n'est pas préférable de se contenter d'une identité marocaine, qui n'est ni arabe ni amazighe, pour éviter les problèmes que soulèvent l'arabité et l'amazighité. C'est un contournement astucieux du problème, mais ça ne le résout pas pour autant. Etre marocain c'est avoir la nationalité marocaine, mais avec une identité qui pourrait être amazighe ou arabe, selon la conception répandue sur l'identité au Maroc. Il n y a pas toujours une concordance entre nationalité et identité. La nationalité est un lien juridique entre un Etat et l'individu qui appartient à cet Etat en tant que citoyen. Quant à l'identité c'est un lien entre un peuple – et non un individu – et un sol – et non un Etat – à qui il appartient en étant son territoire.

Après ces explications sur l'identité et l'Etat amazigh, et une fois que le but est bien fixé, qui est le projet d'un Etat amazigh, toujours au sens territorial, se pose la question suivante: comment y parvenir? Comment rendre cet Etat possible? Comment convaincre les responsables, surtout ceux qui se croient arabes, du bien-fondé, de la valeur et de l'utilité d'un tel Etat?

Je me contente de proposer ce que doit faire d'abord le MA pour arriver à cette fin qui est l'Etat amazigh, toujours au sens territorial.

Pour un nouveau discours amazigh:

Premièrement, pour recouvrer l'identité amazighe de l'Etat, il faut d'abord en avoir la volonté, donc la revendiquer par le MA comme il l'a fait pour l'officialisation de tamazight. Il parait donc primordial que le projet d'un Etat amazigh devienne une revendication fondamentale chez le MA, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

Deuxièmement, il faut rompre avec les fondements traditionnels du discours amazigh tel qu'il a été établi notamment par la «Charte d'Agadir» (5 août 1991) et le «Manifeste Amazigh» (1 mars 2000). Pourquoi cette rupture? Parce que les contenus et les objectifs de ces deux plates-formes étaient foncièrement culturels, visant la reconnaissance et la promotion de la culture, la langue et l'identité amazighes. Elles ne s'intéressaient donc ni au problème politique de l'amazighité, qui est son exclusion politique, ni au projet d'Etat amazigh comme solution de ce problème de l'exclusion politique. C'est pour ça que ces plates-formes n'ont donné que ce qu'elles ont pu donner, et qui est la nouvelle «politique berbère» où l'amazighité jouit d'une reconnaissance qu'on ne peut pas nier tout en continuant à être exclue politiquement.

Le MA doit donc revoir de manière radicale sa stratégie en optant pour un nouveau discours amazigh adapté au nouvel objectif qui est la cessation de l'exclusion politique de l'amazighité, et au nouveau projet qui en découle, qui est l'Etat amazigh, au sens territorial bien sûr. Ce qui requiert des changements significatifs dans ses rapports traditionnels à l'islam, à la langue arabe, à la Darija marocaine et aux arabes et à l'arabité.

1- l'islam: l'islam a été toujours utilisé au Maroc depuis 1912 comme un moyen au service de l'arabité raciale comme fin, ce qu'exprime bien l'expression courante «Arabité et islam». Pour contrecarrer cette instrumentalisation de l'islam, le MA prône donc la laïcité pour ne pas utiliser l'islam afin d'imposer l'identité arabe aux imazighen. C'est là que le MA tombe dans le piège des arabistes, qui interprètent, perfidement et intentionnellement, la défense de la laïcité par la MA comme un rejet de l'islam, et cela dans le but de diaboliser encore plus l'amazighité et combattre les revendications amazighes.

Pourquoi la laïcité? Qu'apporte-elle à l'amazighité et au projet de l'Etat amazigh? Peut-elle mettre fin à l'exclusion politique de cette l'amazighité? Si elle est utile pour cette dernière, elle est aussi pour ses adversaires, qui revendiquent un Etat laïc mais d'appartenance identitaire arabe. La preuve, c'est que tous les courants panarabistes prônent la laïcité, mais ils sont farouchement hostiles à l'amazighité.

Quand on sait que la priorité des priorités est le recouvrement de l'identité amazighe de l'Etat marocain, toujours eu sens territorial, pour mettre fin à l'exclusion politique de l'amazighité, et quand on sait que l'islam n'est pas contre un Etat amazigh musulman, ni contre l'identité amazighe, on ne comprend pas pourquoi nous n'utilisons pas l'islam comme allié stratégique efficace et utile pour réaliser l'Etat amazigh, défendre l'amazighité et combattre l'arabisation en montrant que l'islam n'appelle pas à l'arabisation des peuples, ni au rejet des identités non arabes. De cette manière, on retourne les armes des arabistes contre eux-mêmes.

Jusqu'à maintenant, l'islam a été toujours utilisé, trompeusement, par les arabistes pour conter les revendications amazighes. Il est temps qu'imazighen l'utilisent pour légitimer le projet d'un Etat amazigh, défendre leur amazighité et montrer que l'arabisation des peuples est contraire aux enseignements de l'islam.

2- La langue arabe: La même instrumentalisation que font les arabistes de l'islma la font mieux encore de la langue arabe, qu'ils utilisent comme alibi pour l'arabisation politique, raciale, identitaire et idéologique, qui n'a rien à voir avec la promotion et la diffusion de l'arabe. En rejetant cette arabisation, le MA est accusé par les arabistes de rejeter la langue du coran, ce qui diabolise davantage les revendications amazighes. Pour combattre l'arabisation identitaire et raciale, qui n'a rien à voir avec la promotion de l'arabe, il suffit au MA de bien distinguer entre l'arabe en tant que langue et l'arabisation qui vise, non pas la généralisation de l'arabe, mais la généralisation de l'identité arabe au sens racial. Ainsi l'arabe, dans son statut comme langue, n'arabise pas l'identité des marocains. Mais les arabistes ont fait de l'arabe, non pas une langue, mais une identité et une idéologie. Et c'est là tout le problème. Oui pour l'enseignement de l'arabe comme langue, comme on fait avec le français et l'anglais par exemple, mais non à l'arabisation identitaire du peuple amazigh. Notre ennemi ce n'est pas donc la langue arabe en tant que langue, mais son utilisation comme idéologie et identité – et non comme langue - pour arabiser les marocains, exclure et «tuer» leur identité amazigh. Oui, nous combattons et nous rejetons l'idéologie d'arabisation, qui est contraire au droit humain, à l'éthique humaine, et contraire aux préceptes de l'islam qui n'est pas venu pour arabiser les peuples et

changer leur identité en identité arabe, mais pour leur montrer le chemin de la foi et de la croyance en un seul dieu.

3-la Darija marocaine: l'un des moyens les plus efficaces utilisés pour la réussite, la généralisation et l'accélération de l'arabisation des imazighen, est la Darija marocaine. Parce que cette langue est censée être une langue arabe, et parce que son utilisation se généralise et conquiert de plus en plus de famille amazighophones, et parce que celui qui parle cette Darija est considéré comme étant un «arabe», il en résulte que plus la Darija se répand et se généralise, plus le Maroc devient «arabe». Rappelons que même le Haut-Commissariat au plan a utilisé les données linguistiques du recensement général de 2004 pour annoncer que les marocains parlant tamazight constituent seulement 28% contre 72% de ceux qui parlent l'«arabe dialectal». Voilà ce qui fait de la Darija un outil idéal de l'arabisation raciale et identitaire des marocains. Et c'est pour cette raison que le MA n'est pas toujours sympathique vis-à-vis de cette Darija qu'il considère comme un moyen d'arabisation comme la langue arabe scolaire. Ainsi le MA tombe, une fois encore, dans le piège des arabistes quand il traite la Darija comme langue arabe. C'est ce que veulent les arabistes que sert cette Darija.

Si le MA prend le temps et réfléchit bien sur la Darija, loin des préjugés et des clichés que les arabistes ont construits autour de la Darija, on s'aperçoit aisément que cette langue a été créée et utilisée par imazighen, et dans leur région amazighe nord-africaine, et n'était pas venue de l'Arabie comme la vraie langue arabe. Son identité est donc amazighe sur le plan humain, puisque c'est l'homme amazigh qui l'a créé, et sur le plan de son lieu de nais-

sance qui est la terre amazighe nord-africaine, sans parler de sa syntaxe, de sa structure qui sont les mêmes que celles de tamazight mère. Son rapport à l'arabe se limite au lexique. Et la langue n'est pas le lexique ou les mots utilisés par cette langue, mais la manière dont ces mots sont utilisés par cette langue. Ainsi, la Darija est amazighe dans son âme et essence, et arabe dans son extérieur et apparence. La Darija, c'est comme un amazigh qui porte des habits arabes du pays du Golf. Il reste amazigh bien que son apparence vestimentaire soit arabe. C'est la même chose pour la Darija: elle reste une langue amazighe même si son apparence lexicale est arabe.

Ce qui nous intéresse dans ce débat sur la nature de la Darija, n'est pas son côté théorique, mais les rapports de cette Darija à l'identité des marocains. Beaucoup de ces marocains se croient arabes seulement parce qu'ils parlent la Darija. Donc s'ils découvrent que la Darija qu'ils parlent est une autre version de la langue amazighe, ils redécouvrent en même temps qu'ils sont amazighs parce qu'ils parlent tamazight dans sa version Darija. Il suffit donc que les marocains prennent conscience que leur Darija est une création amazighe, pour qu'ils prennent conscience aussi qu'ils sont amazighs. Ainsi, la Darija pourrait passer d'un instrument d'arabisation des marocains à un instrument de leur réamazighation.

Le MA est appelé donc à revoir ses rapports avec la Darija, et cesser de la rejeter comme une création arabe, et commencer à la traiter comme un produit typiquement amazigh, pour en faire, avec le temps, un moyen de récupérer l'identité amazighe pour les marocains qui l'ont perdue à cause de cette Darija elle-même.

Il doit défendre la conviction, et en faire prendre conscience, que la preuve de l'amazighité des marocains est leur Darija, qui est utilisé, paradoxalement, par les arabistes comme une preuve de l'arabité du peuple marocain.

4- Arabes et arabité: La domination de l'idéologie arabiste, avec ses implications identitaires et amazighophobes, nous a conditionnés, entraînés, voire dressés à ne voir dans la défense de notre amazighité africaine, qu'un un complot contre l'arabité et langue sacrée du coran, qu'une déclaration de guerre contre les arabes, qu'un appel à la haine raciale, à la «chasses» aux arabes, ... Ça fait partie de l'arsenal des armes utilisées pour diaboliser tamazight et inciter à l'abhorrer et à la rejeter.

Mais soyons logiques et raisonnables: Y-a-t-il une seule raison qui justifierait de traiter les arabes en tant qu'ennemis, comme le prétendent les vrais ennemis de l'amazighité?

En vérité il n'y a aucun mobile qui motiverait cette prétendue hostilités envers les arabes. Pour la simple raison que ce ne sont pas les arabes qui nous ont arabisés; ce ne sont pas eux qui interdisent nos prénoms amazighs; ce ne sont pas eux qui ont mis en prison feu Ali Sidki Azayku parce qu'il défendait son identité amazighe; ce ne sont pas eux qui ont créé le mensonge «dahir berbère» pour diaboliser tamazight; ce ne sont pas eux qui ont déformé notre toponymie; ce ne sont pas eux qui ont falsifié notre histoire; ce ne sont pas eux qui ont appelé à l'éradication de tamazight; ce ne sont pas eux qui ont qualifié la graphie tifnagh de «chinoise», au sens moqueur et méprisant...

Au contraire, les arabes sont toujours nos amis et nos frères sur le plan humain. Et beaucoup de choses nous unissent et nous rapprochent. Par exemple la langue arabe est aussi notre langue. L'islam est aussi notre religion comme la majorité des arabes. La culture arabe écrite fait aussi partie de notre culture.

Une partie de leur histoire nous est commune aussi... Mais, l'identité arabe n'est pas notre identité. Nous sommes un peuple amazigh qui a sa propre identité amazighe nord-africaine, quelque soient les origines raciales, réelles ou fictives, des individus qui composent ce peuple.

Les vrais ennemis de notre identité Amazigh nord-africaine ce ne sont donc pas les arabes qui se trouvent à des milliers de kilomètres loin de nous. Mais les vrais ennemis de l'amazighité sont parmi nous, et ce sont des marocains, c'est-à-dire des amazighs, au sens identitaire et non racial, qui ont renié leur amazighité en usurpant une identité arabe.

Nos ennemis que nous devons donc combattre, ce ne sont pas des arabes, mais des marocains, c'est-à-dire des amazighs victimes eux-mêmes de l'arabisation, mais qui en sont devenus, par la suite, les instruments les plus redoutables, les plus efficaces, les plus dévastateurs et les plus meurtriers... l'idéologie d'arabisation a fait d'eux des «masochistes» identitaires, qui éprouvent du bonheur et de la joie en voyant leur propre identité, amazighe nord-africaine, massacrée et supplantée par une autre, d'origine arabe et orientale.

Voilà, en résumé, les grandes lignes du nouveau discours Amazigh, qui va avec le projet d'un Etat Amazigh, toujours au sens territorial que j'ai expliqué plus haut.

La synthèse du Débat

Préparé par Afulay

Dans le cadre du projet « dynamiques amazighes pour la promotion de la démocratie et le pluralisme linguistique et culturel au Maroc », initié par la Fédération Nationale des Associations Amazighes en partenariat avec MEPI, la Fédération a organisé la première rencontre d'une série de réunions prévus du groupe de réflexion créé pour constituer un lieu de débat libre, de réflexion et d'échange sur les problématiques actuelles qui se posent à la mobilisation amazighe et nommé Amazigh Intelligence Think Tank (AIT). La rencontre a eu lieu à Rabat le 21 mars 2014 et s'est organisée autour d'une présentation du projet aussi bien par les responsables de la FNAA que par les représentants du MEPI et de deux communications consacrées à l'exposition de visions et de projets politiques esquissés par deux activistes amazighe, suivie d'un débat et d'échanges d'idées et de propositions.

Dans la première communication, Mohamed Boudhane, l'un des initiateurs de l'Option Amazighe et fondateur de l'Association « Identité Amazighe », s'est attelé à définir son projet d'Etat amazighe. Il explique que cette idée s'est imposée d'elle-même au moment de l'élaboration du document constitutif du groupe dont il a fait partie, en janvier 2007, "l'option amazighe", elle est la réponse aux raisons de l'exclusion politique des Amazighes. Selon lui, l'exclusion trouve son origine dans la dissociation entre l'identité de l'Etat et son appartenance géographique. Dans ce cadre, l'amazighité n'a pas d'existence politique parce que le pouvoir politique s'est toujours exercé, depuis le Protectorat français,

au nom d'une appartenance arabe. Et pour mettre un terme à cette exclusion, il faut réamazighiser l'Etat. Toutefois, cette action ne signifie pas la prise du pouvoir par des Amazighes, ou la création d'un nouvel Etat ou faire un coup d'Etat, mais amener cet Etat à professer son appartenance à l'amazighité et établir la concordance entre l'identité du pouvoir politique et le territoire. Il s'agit donc d'une simple conversion identitaire. Que doit faire donc le mouvement amazighe pour faire valoir ce projet ? Pour faire aboutir ce projet, le mouvement amazighe doit en faire sa revendication prioritaire et élaborer par conséquent un nouveau discours adapté à cette exigence identitaire. Le discours doit d'abord rompre avec les fondements culturels constitutifs de sa première stratégie revendicative que représentent la Charte d'Agadir de 1991 et le Manifeste Amazighe de 2000, jugée dépassée et ne garantissant pas une existence politique de l'amazighité. Dans ce projet d'adaptation, Boudhane appelle à revoir le rapport du Mouvement Amazighe avec des éléments essentiels qui ont façonné son premiers discours : l'Islam, l'arabe, darija et les Arabes. A propos de l'Islam, il explique qu'il a toujours été un facteur favorisant l'arabité et, pour cette raison, certains amazighes revendique la laïcité pour neutraliser cette instrumentalisation. Or, dit-il, cette stratégie n'est pas payante, il faut changer de discours et faire de l'Islam un allié stratégique pour la récupération de l'identité amazighe de l'Etat. La seule séparation à faire c'est entre l'Islam et l'arabité et non entre l'Etat et la religion. Il en est de même au sujet de l'arabe, il importe de distinguer entre la langue arabe et les politiques assimilationnistes d'arabisation. Il poursuit son raisonnement et invoque à la table des preuves la langue darija. Il note que le lexique ne fait pas une langue et que cette langue

marocaine est amazighe par son origine humaine et territoriale. Elle est la deuxième version de l'amazighe. Au lieu donc d'être citée comme marqueur identitaire arabe, elle doit constituer une preuve supplémentaire pour soutenir l'amazighité du Maroc. Et les Arabes ne sont pas nos vrais ennemis, ils peuvent même être nos alliés dans le processus de cette récupération identitaire en recherchant leur soutien, parce que nos vrais ennemis ce sont les arabisés nationaux victimes d'aliénation politique et identitaire. En somme, l'auteur pose le problème de l'exclusion politique dans un cadre de récupération identitaire. La solution consiste en la réamazighisation de l'Etat. Mais cette action de conversion identitaire ne signifie pas un changement de régime ou de nature politique de l'Etat, il implique seulement une rectification de l'appartenance identitaire de l'Etat. Au lieu de l'appartenance à l'arabité, l'Etat doit coïncider son identité avec son territoire qui est amazighe.

L'intervention de Maître Hassan Id Balkassm , ancien président de l'organisation Tamaynut et fondateur du Parti Démocratique Fédéral en cours de constitution, est intitulée : « la stratégie du mouvement amazighe entre l'action politique et l'action culturelle : quel projet de société ? ». Après avoir défini la stratégie comme un ensemble de moyens et d'action mobilisés pour atteindre un objectif précis (la victoire), l'intervenant a présenté une série de dates qu'il considère, de son point de vue, comme fondatrices et déterminantes dans le développement de l'action culturelle amazighe et la production des conditions favorables à s'engager dans une action politique. Après avoir signalé que le contexte est favorable à une action politique présentant même

l'actuelle constitution comme une issue d'espoir, Id Balkassm a retracé dans une perspective fortement adaptée à sa vision du problème culturel amazighe les grandes étapes du développement de la revendication amazighe au Maroc. Il a ainsi insisté sur des dates comme la première rencontre de l'Université d'Eté d'Agadir de 1980, la charte culturelle de l'ANCAP (devenue à partir de 1996 Tamaynut), l'envoi du Mémorandum au Congrès des Droits de l'Homme de Vienne en 1993, considérée par une tendance majoritaire de Tamaynut comme la date d'inscription des Amazi-ghe dans le mouvement international des peuples autochtones, l'adoption par Tamaynut en 1996 dans son assemblée générale du projet de la déclaration universelle des droits des peuples autochtones consacrant ainsi ce processus d'importation d'indigénisme politique qui « reconnaît le droit des peuples à leur autodétermination et à leurs terres et ressources », la proposition en 1997 d'un papier sur la stratégie d'action par une aile culturelle et une autre politique et l'émergence, en 2000 suite aux débats suscités après la publication du Manifeste Amazighe, des courants politiques qui devraient donner naissance durant cette décennie au PDAM, Izgawn, PDF. Ensuite, il a présenté les différentes étapes du courant politique qu'il a initié, le Parti Démocratique Fédéral, comme la formation d'un comité préparatoire en 2006 et l'organisation du congrès afin de déclarer sa création en octobre 2011. A propos des objectifs du Parti, Id Balkassm a souligné que le parti à créer entend lutter pour la construction d'un Etat fédéral et démocratique garantissant la jouissance du droit à la participation dans la vie politique, culturelle et économique ainsi que la réalisation d'une véritable égalité entre les hommes et les femmes et entre les langues arabe et amazighe ainsi que le partage du

pouvoir, des richesses et des valeurs. Dans ce cadre, le fédéralisme constitue le fondement principal de son projet politique. Après avoir qualifié les régimes fédéraux de véritables sociétés démocratiques dans le monde, il invoque l'histoire des pratiques politiques marocaines pour le doter d'une légitimité historique. Il explique dans ce sens que cet enracinement historique nous oblige à accorder le régime d'autonomie à toutes les régions du Maroc. Sans oublier toutefois l'association de l'idée du fédéralisme à l'autochtonie politique à laquelle il adhère totalement, Id Balkassm présente les communautés autochtones ou du moins les populations comme partenaires de l'Etat et les propriétaires légitimes des terres et des richesses. Et pour situer son projet dans le nouveau contexte politique, il juge les conditions favorables à une mobilisation politique pour la démocratie fédérale. Selon lui, la nouvelle constitution constitue une ouverture vers l'espoir en instituant le principe de la régionalisation avancée. La réussite du projet de la régionalisation politique peut aider dans la transition vers la démocratie. Que doit-on donc faire en tant que mobilisation amazighe ? Tout en affirmant la nécessité de s'engager dans une action politique s'inspirant à la fois de la culture amazighe et des références internationales en matière des droits de l'homme et des peuples dont la Déclaration Universelle des Peuples Autochtones constitue un élément fondamental et contrairement au premier intervenant, Id Balkassm estime l'utilité du travail culturel. Il affirme ainsi l'actualité de son idée de base : l'action avec une aile culturelle et une aile politique. Il invite ainsi les différents acteurs amazighes quelque soit leur tendance à s'engager dans des stratégies de coordination. Dans le domaine culturel, les associations doivent créer une instance de coordination et adopter

une stratégie commune et, dans le domaine politique, il invite à l'organisation d'un congrès national regroupant tous les courants politique pour élaborer une stratégie commune.

Après ces deux interventions, les personnes présentes à cette réunion ont été invitées à prendre la parole et aborder, en toute liberté et sans se tenir à la discussion des questions soulevées par les intervenants, les points qu'ils estiment important pour avancer dans le diagnostic de la situation actuelle de la mobilisation amazighe et faire des propositions dans le sens de l'organisation collective (culturelle, politique ou lobbying) appropriée au nouveau contexte après la constitution de 2011 et les éléments qui peuvent aider dans la construction d'un projet de société que la forme de mobilisation adoptée doit porter et défendre. Les points soulevés dans les différentes interventions (plus d'une vingtaine) concernent les questions de l'analyse de la situation actuelle et des propositions.

A propos du diagnostic, l'accent est d'abord mis sur le paradoxe de la situation. Bien que l'Etat ait accédé à la demande de la reconnaissance constitutionnelle de l'amazighe, les Amazighes demeurent exclus dans le champ politique depuis la perte de leur souveraineté pendant l'occupation française. Ayant toujours raté le rendez-vous avec l'histoire et n'ont pas réussi à tirer profit des processus et des changements multiples (Etat traditionnel, modernisation...), ils n'arrivent pas ou, comme le dit l'un des intervenants, ils ne sont pas préparés pour y avoir une place. Les raisons de cette situation sont nombreuses. Selon certains intervenants, la situation est le produit d'un processus historique. Les raisons consistent en la perte de souveraineté et les difficultés à la fois

objectives et subjectives de la constitution d'un mouvement de masse pour sa reconquête et la mise en œuvre d'un projet de société fondé sur les valeurs des Amazighes (les termes même de la décolonisation de l'Afrique du Nord et l'instauration de la souveraineté amazighe ont été prononcés). D'autres tentent d'inscrire leurs réflexions dans le cadre précis de la mobilisation amazighe. Le problème fondamental réside dans l'élaboration d'une vision claire en ce qui concerne l'organisation adaptée au contexte (force culturelle, groupe de pression, parti politique, mouvement de masse...), la définition des termes utilisés (peuple amazighe, Etat amazighe, les Amazighes, les Amazighophones...) et les objectifs fondant le projet à défendre (souveraineté, décolonisation, démocratisation, régime politique, Etat démocratique et moderne ou Etat ethnique (l'Etat religieux et ethnique ne peut pas être démocratique dicit un intervenant)..). C'est dans ce cadre précis que des intervenants ont souligné le paradoxe de la situation : un discours séduisant et attractif (jusqu'au degré d'être piraté par les anciens ennemis de Tamazight (Istiqlal, PJD...) et une organisation fragile et fragmentaire (difficile de faire le marketing de son discours et d'unifier ses références et ses stratégies). Dans ce sens, ils appellent à instaurer un climat de confiance, dépasser l'esprit de méfiance caractérisant les rapports entre militants et organisations, déconstruire l'héritage négatif produit aussi bien par l'histoire récente du pays (colonialisme français et Etat national) que par notre participation au champ officiel (tensions nées de l'intégration de l'IRCAM par certains militants associatifs) et faire une critique objective du cumul discursif et militant de la mobilisation amazighe (domination du culturel dans les stratégies habituelles du mouvement amazighe, conflits et tensions nés

des tendances à la politisation, position à l'égard du travail institutionnel actuel (IRCAM, lois organiques et institutions prévues par la nouvelle constitution (l'Etat a-t-il changé de politique identitaire et culturelle ou a-t-il juste adapté la gestion de l'amazighe au contexte actuel ? le maintien du référentiel idéologique est là pour nous éclairer)), autochtonie, notion de l'identité (ethnique ou culturelle), courant nationaliste ou amazighiste, langue nationale ou régionale (assise territoriale de la revendication linguistique ou bilinguisme officiel). A l'écoute de ces différents points de vue, une seule idée s'impose. La mobilisation est dans une crise et certains militants, dicit un autre intervenant, sont habités par une insoutenable déception et, par conséquent, dépression.

Que faire donc ? Puisque l'idée même de faire un groupe de travail/laboratoire de réflexion suppose la construction d'une force de réflexion et d'influence, il importe d'abord d'initier une discussion sérieuse et pourquoi pas virulente des propositions émises et mises en circulation et entamer des études fondamentales pour déconstruire les raisons de nos échecs et soutenir les idées qui nous habitent et qui fondent notre espoir dans l'avenir. Ces chantiers inévitables doivent cibler des axes urgents et stratégiques dont on peut citer :

- Redéfinir nos concepts et nos fondements en commençant par ce qu'on entend par amazighe, identité collective, autochtonie, fédéralisme, qu'entendons-nous par Mouvement amazighe et quels sont ses objectifs ? comment peut-on définir notre relation avec le système ou du moins le champ politique ?
- Déterminer notre rapport au passé récent de la mobilisation

amazighe pour éviter les raisons de nos échecs

- Réécrire notre discours

- Peut-on élaborer un projet de société à partir d'un investissement de nos valeurs et des normes de notre culture/civilisation ?

- Comment opérer le passage du culturel au politique et former un mouvement de masse se réclamant ouvertement de l'amazighité ?

- Quel type d'organisation ou d'organisations (l'unité des objectifs et non des outils) est efficace pour canaliser et mobiliser au nom de l'amazighité

- Proposer une alternative/un produit politique séduisant et capable de gagner la confiance des citoyens méfiants envers toute action politique (certains parlent d'une nouvelle légitimité ou d'une autre manière de faire la politique) et élaborer des projets de société pour maintenir notre différence envers l'obscurantisme, le terrorisme et le légitimisme officiel....

Si cette première rencontre a d'abord pour de susciter les premières interrogations, les participants se sont accordés sur le fait de consacrer les prochaines à des débats plus ciblés sur des points définis et encadrer la réalisation des études centrées sur les problèmes que la définition des modes appropriées à l'engagement d'une action politique sérieuse et déterminante et l'élaboration d'un projet de société prometteur et s'inspirant des valeurs de la culture amazighe.



Annexe

Déclaration des principes du rassemblement pour la liberté et la démocratie (RLD)

Préambule

La conscience identitaire marocaine, qui se manifeste à travers une demande de reconnaissance institutionnel de la langue et de la culture amazighes, est une forme de résistance du peuple marocain à la spoliation de ses terres, la dislocation de ses structures sociales, la marginalisation de sa langue, l'effacement de son histoire, de ses repères et de ses références spécifiques, par l'idéologie arabo-musulmane, sous la protection complice du colonialisme français.

Au Maroc, cette idéologie dominante, qui considère la diversité linguistique et culturelle comme un danger pour l'unité nationale et un obstacle au progrès, avait misé sur la disparition de la langue et la culture amazighes par dilution dans le creuset arabo musulman.

Contrairement à ces projections, le fait amazigh reste toujours une réalité et s'est même imposé comme un élément important du champ politique et socioculturel.

Ces dernières années sont marquées par un changement d'at-

titude sensible de la position de l'Etat à l'égard de la question amazighe, et ce, en raison, entre autres, du poids démographique et économique des amazighophones, de la montée de la revendication amazighe et des recommandations de la communauté internationale en matière des droits de l'homme. Cependant, le discours, la doctrine, les fondements et les dogmes définitoires de l'Etat marocain n'ont connu aucun changement sur le fond.

Le Rassemblement pour la liberté et la démocratie (R.L.D) est un projet d'une organisation politique issue du mouvement social et culturel amazigh. Elle est né de l'impératif absolu de dépasser les limites de l'action culturelle et de la nécessité de doter le combat amazigh d'un projet de société dans lequel se reconnaissent les Marocains. Certes, l'avenir de la langue amazighe passe d'abord par un travail linguistique et culturel, mais on ne peut dissocier les aspects langagiers et culturels des aspects politiques, économiques, sociaux et environnementaux.

RLD (Rassemblement pour la liberté et la démocratie) a pour mission de contribuer au mûrissement politique de la prise de conscience identitaire amazighe et d'œuvrer pour que le combat amazigh prenne son niveau idéologique, politique et organisationnel adéquats.

RLD veut un Maroc nouveau et meilleur, fédéral et démocratique, laïque, respectueux des droits de l'homme, socialement juste, économiquement efficace en associant croissance et préservation de l'environnement, un Maroc qui renoue avec son histoire, sa langue, sa culture et son identité originelles.

Valeurs et principes

Du Fédéralisme

RLD est attachée aux valeurs et principes du fédéralisme démocratique. Celui-ci est une conception politique et philosophique de la société. C'est un modèle d'organisation qui permet, outre la protection et la promotion des minorités et des cultures, la création de contre-pouvoirs territoriaux au pouvoir central dans le respect des valeurs de la subsidiarité et de la péréquation. RLD remet en cause l'unitarisme uniformisant de l'Etat central marocain et lui oppose un fédéralisme fondé sur la base des principes de séparation, d'autonomie et de participation. Pour RLD, l'entité régionale doit être basée sur une réalité humaine, historique, culturelle et socio-économique.

De la Démocratie

RLD est un parti politique démocratique. Pour lui, la démocratie est le régime politique dans lequel le pouvoir est détenu ou contrôlé par le peuple, sans qu'il y ait de distinctions dues à la naissance, à la richesse ou toute autre condition.

RLD défend la liberté des individus. Il milite pour l'existence d'une constitution démocratique. Il lutte pour la séparation des pouvoirs, la consultation régulière du peuple, l'indépendance de l'information dans les médias.

De l'Etat de droit et de la justice

Pour RLD, l'Etat de droit est un principe de gouvernance en vertu duquel toutes les personnalités juridiques (individus, institutions et entités publiques et politiques) ont à répondre de l'observation de la loi, appliquée de façon identique pour tous, administrée de manière indépendante et compatible avec les normes internationales en matière des droits de l'homme. RLD refuse l'arbitraire et lutte pour la transparence des procédures et des processus législatifs, et ce, dans le respect absolu des principes de la primauté de droit, de l'égalité devant la loi, de la responsabilité au regard de la loi, de l'équité dans l'application de la loi et de la sécurité juridique.

RLD place la justice au centre de ses valeurs. Celle-ci est à la fois une valeur de la vie sociale et un pouvoir. Comme pouvoir, c'est une institution qui doit être indépendante, garante des droits et accessible pour tous.

Des droits de l'homme

RLD considère que le respect des droits de l'homme est la condition première du progrès, de la paix et de la sécurité et d'un ordre social juste. Ce sont des droits inaliénables de tous les êtres humains, quels que soient leur nationalité, lieu de résidence, sexe, origine ethnique ou nationale, couleur, langue, religion, etc. Ces droits sont intimement liés, universels, indivisibles et interdépendants.

RLD condamne les crimes contre l'Humanité, les crimes de guerre et les violations des droits humains dont sont victimes les peuples opprimés, entre autres, les amazighs. Il milite pour le respect, la protection et l'instauration des droits de l'homme.

De la laïcité et de la citoyenneté

La laïcité est la citoyenneté sont des formes institutionnelles que prend, dans les sociétés démocratiques, la relation politique entre le citoyen et l'Etat, et entre les citoyens eux-mêmes. En distinguant le domaine public où s'exerce la citoyenneté et le domaine privé où s'exercent les libertés individuelles, la laïcité permet l'instauration de la séparation de l'Etat et de la religion, celui-là n'exerçant aucun pouvoir religieux, celle-ci aucun pouvoir politique.

Au traditionalisme de l'Etat marocain, le parti RLD met en avant un Etat laïque qui garantit à tout individu le droit d'adhérer à une conviction, d'en changer ou de n'adhérer à aucune.

Le parti RLD est attaché aux valeurs du civisme, de la civilité et de la solidarité. Elle combat le fondamentalisme et l'intégrisme.

De la liberté, de l'égalité et de l'équité

RLD considère la liberté comme la condition sine qua non du progrès. Elle constitue la valeur fondamentale de tout système démocratique. La liberté est non seulement l'état d'une personne ou d'un peuple libéré de la soumission, de la contrainte ou de l'esclavage, c'est aussi l'autonomie et la spontanéité d'un être doué de raison.

Liberté et égalité sont liées. Pour Le parti RLD, les hommes libres doivent être traités de la même manière, avec la même dignité, et qu'ils disposent des mêmes droits et soumis aux mêmes devoirs.

Considérant que l'équité est le principe selon lequel chacun peut prétendre à un traitement juste, égalitaire et raisonnable, RLD exige que les injustices et les inégalités économiques que subissent au Maroc les personnes et les groupes défavorisés soient corrigées.

Du féminisme

RLD lutte pour l'émancipation des femmes et défend leurs intérêts dans la société. Il œuvre pour l'amélioration et l'extension de leurs droits. Il revendique la fin des oppressions et des discriminations dont elles sont victimes au quotidien.

De la culture, la langue et le développement durable

Le développement durable est un mode de développement économique qui a pour objectif principal de répondre aux besoins du présent sans compromettre ceux du futur. Il s'agit de concilier le progrès économique et social avec l'environnement. Celui-ci est un patrimoine devant être transmis aux générations futures.

La culture est une valeur fondamentale pour RLD. Elle est l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent un groupe humain. Elle englobe les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux, les

systèmes de valeurs, les traditions et les croyances. La langue est un paramètre majeur d'une identité culturelle. Elle sert aussi bien à communiquer qu'à exister.

RLD considère que la langue et la culture constituent un levier du développement durable.

De l'indenté collective

RLD ne considère pas la culture amazighe comme un socle sur lequel sont venus se superposer, une après l'autre, les cultures allochtones, ni une simple composante d'un écosystème culturel composé essentiellement de l'Islam et de l'arabité, elle est le creuset où se sont fondus tous les éléments exogènes. Au Maroc, comme presque dans le reste de Tamazgha, l'amazighité s'exprime par deux langues, le dialecte maghrebin ou darija, et le tamazighte. Le dualisme linguistique n'empêche pas l'unité culturelle.

De Tamazgha

RLD est une organisation amazighiste. Il œuvre pour la conception et la fondation d'une confédération des différents pays de l'Afrique du Nord comme une première étape vers la fédération Tamazgha. C'est le seul cadre politique à même d'assurer la paix et la sécurité, favoriser le développement économique et social, protéger l'environnement et promouvoir les langues et les cultures dans cet espace géographique, historiquement et socio-linguistiquement amazigh.

De la communauté internationale

RLD est une organisation internationaliste. Il lutte pour un ordre international juste et une coopération entre les peuples. Il soutient le rôle de l'ONU et des institutions internationales spécialisées et demande leurs réformes pour pouvoir relever les défis du présent et du futur. Il appelle la communauté internationale à réviser sa conception au sujet de l'identité collective du Maroc et à soutenir le combat que mène le peuple amazigh pour recouvrer tous ses droits sur sa propre terre.

De la conception du changement

Le changement, c'est l'œuvre de tout un peuple. RLD porte un projet de transformation idéologique, politique, social, économique et culturel. Conscient que les rapports de force d'un moment ne sont pas figés, qu'un Maroc nouveau et meilleur est possible, sachant que les transformations sociales sont lentes et que le combat politique est un combat de longue haleine, RLD veut contribuer à changer la société marocaine avec le peuple et par le peuple, par l'association de la légalité et de la légitimité.

Du support organique

RLD est l'un des supports organiques de la conscience identitaire amazighe. Le rapport qu'il tient avec ses adhérents est basé sur les principes du respect, des droits et des devoirs. Il institue un engagement militant fondé sur la déontologie politique. La discipline est une valeur fondamentale de l'organisation. Elle assure

son bon fonctionnement, la stabilité de sa structure et constitue la garantie de son efficacité. Etant consciente que les décisions pertinentes sortent de la mise en commun de l'ensemble des avis, L' A.D.C met en valeur l'intelligence collective par l'instauration en son sein d'un libre débat, base de tout parti démocratique. L'esprit de responsabilité, la critique constructive et l'autocritique sont des principes fondamentaux. Les textes, les résolutions et les règles, adoptés démocratiquement, doivent être respectés.

RLD est une organisation rassembleuse. Elle appelle toutes les marocaines et tous les marocains qui se reconnaissent dans ses choix, ses principes et ses valeurs à rejoindre son combat.

La Plateforme idéologique du rassemblement pour la liberté et la démocratie (RLD)

I/ Préambule

Notre histoire faite de résistances millénaires face à de nombreuses dominations étrangères qui se sont succédé sur le sol de l'Afrique du nord a structuré l'être et la personnalité de notre peuple. Enrichis des différents apports civilisationnels et culturels, notre histoire s'est forgée à travers une lutte constante pour la justice, la démocratie et la liberté.

La réussite de Massinissa, l'épopée de Jugurtha et la résistance fabuleuse de la reine Dihya ont structuré nos traditions de lutte contre la soumission.

La succession des trois religions monothéistes ainsi que toutes les croyances qui les ont précédées sur notre sol à produit un vécu et une pratique de la religion faits de tolérance, de spiritualité et de solidarité.

Abdelkrim khattabi, Assou OU Baslam, Moha OU Hammou, Moha ou Said, Zayd OUhmad, Adjou Moha, Amghar Said Ahmed El hiba, Abbas Mesaadi et d'autres héros ont été des héritiers de cette quête perpétuelle de liberté et d'indépendance lorsqu'ils se sont engagés dans la lutte contre la domination de l'impérialisme Français et Espagnol, colons protecteurs, du début du XXème siècle

II/ Fondements politiques

En présence d'un système politique, porté par le régime monarchique et soutenu par des partis courtisans, un état fondé sur les manipulations de l'Histoire et de la religion, un état qui prive le marocain des attributs de la citoyenneté et de l'indépendance pour laquelle le peuple a souffert tant de précieux sacrifices.

Bravant l'appauvrissement et toutes les formes de marginalisations dont il est victime depuis le départ des colons. Ayant progressivement conquis une conscience politique et sociale, notre peuple a depuis les dernières décennies développé ses potentialités d'organisation autonome et la capacité de mobiliser ses propres énergies pour exprimer son opposition politique par des contestations sociales et culturelles.

Nous constatons avec une grande réjouissance chez la masse des jeunes générations l'émergence évidente d'une nouvelle culture politique inscrite dans la revendication pacifique et populaire.

L'engagement dans l'action politique et sociale s'impose aussi, face à la dérive religieuse qui remettrait en question la laïcité ancestrale de notre société. Le changement souhaité se fera contre l'hégémonie, d'une oligarchie qui cherche par tous les moyens à maintenir notre peuple dans l'obscurantisme féodal nous privant de nos droits en cherchant à nous imposer une soumission contraire à nos ambitions de liberté et de démocratie.

L'instauration d'une société libre et démocratique ne peut se

réaliser sans les efforts individuels et collectifs dans le but de faire respecter l'égalité de toutes et de tous devant la loi et le respect des Droits humains tels qu'ils sont reconnus par les Nations Unies et les différentes chartes universelles largement diffusées.

La Constitution actuelle du Maroc, rédigée sur mesure, confère des droits absolus au Monarque, qui cumule les pouvoirs exécutifs, législatif et judiciaire. Les Marocains savent pertinemment que les deux chambres actuelles ne représentent guère le peuple marocain en raison de la corruption, de la persuasion et des conflits d'intérêts lors des scrutins entachés de fraude.

La justice au Maroc a perdu depuis longtemps son indépendance. Dans son fonctionnement, la justice au Maroc ne respecte pas le principe fondamental de l'égalité des citoyens devant la loi. Le jugement équitable n'est pas garanti en toute circonstance dans les tribunaux.

Le gouvernement est lui-même constitué sur des bases d'appartenances à des groupes d'intérêt, ethniques, ou de familles. Les hautes responsabilités de l'état sont attribuées sur des considérations parfois sans liens à la compétence des personnes qui les occupent.

Le système éducatif et d'enseignement public est soumis à des orientations idéologiques en désaccord avec la mission d'éduquer et d'instruire qualifiantes qui sont celle d'une école citoyenne.

L'analphabétisme, l'appauvrissement, le mépris et la peur qui frappent notre société et sapent les énergies vive de la nation ne sont pas une fatalité. C'est un choix caractéristique de la politique officielle.

L'action politique et sociale des femmes et des hommes convaincus de défendre l'intérêt suprême de la nation devient indispensable.

Aujourd'hui encore, tous les moyens de l'Etat sont engagés dans une stratégie fondée sur le clientélisme et la corruption pour pérenniser le système à travers une main mise sur les richesses du pays et une gestion clanique, opaque et anti sociale qui discrédite les institutions et ébranle l'esprit civique et citoyen.

Les conséquences désastreuses des décisions et des actions des tenants du pouvoir ont amené à ce divorce dangereux que nous constatons entre l'état et la société.

De ce fait et vu les circonstances nationales, régionales et internationales, le Maroc vit un moment décisif de son Histoire. Les structures, les hommes et les méthodes qui ont endeuillé et stérilisé le pays sont isolés, combattus dans la société et de plus en plus disqualifiés sur la scène internationale.

Refonder l'Etat, prendre part dans la construction de la destinée de notre terre et de notre peuple sont, aujourd'hui, les priorités des femmes et des hommes démocrates et déterminés à contribuer activement à l'édification d'un état de droit et des libertés pour tous.

III/ Un Parti nouveau

Le RLD veut porter des orientations politiques et un fonctionnement novateurs et originaux, en particulier en matière de démocratie et de culture politique populaire. Il est donc un parti en chantiers sur son projet, ses programmes, son organisation. Des chantiers auxquels nous appelons à participer toutes celles et ceux qui souhaitent nous rejoindre

Le RLD se veut présent sur le terrain et mène le combat idéologique et politique en vue d’instaurer un état de droit. Pour ce faire, il s’appuie sur la force collective de ses militantes et de ses militants. Solidaire de tous les mouvements démocratiques. Il ne focalise pas son énergie sur des querelles internes ; il la consacre aux mobilisations sociales et à son implication dans la vie associative, syndicale, intellectuelle, scientifique et culturelle de la société.

Le RLD agit en faveur de l’implication citoyenne à tous les niveaux de la vie sociale, dans la protestation comme dans l’action gouvernementale.

IV/ Orientations politiques

Formation politique nouvelle, qui agit auprès de nos concitoyens dans tout le Maroc, mais également dans tous les pays de Tamazgha, en Afrique, en Europe et dans le Monde. Le RLD a bâti ses thèses et ses objectifs suite à des réflexions lors de larges débats sur les perspectives démocratiques menées depuis plusieurs

années par les militants dans les différentes régions du Maroc et avec les différentes composantes de la société civile opposées aux orientations de la politique générale de l'état.

Le Maroc est en devenir et doit retrouver ses droits de Nation à part entière au sein de la région et dans le monde. Il est temps que notre pays prenne son destin en main et contribuer positivement dans le concert des nations à un monde libre et solidaire.

Nous aspirons à développer harmonieusement notre pays pour en faire une Région d'Afrique du nord, dynamique et forte de son identité multi millénaire, solidaire des autres peuples.

Nous voulons apporter notre contribution à la construction de notre pays, d'abord en exploitant nos propres ressources pour résoudre nos propres problèmes et répondre ainsi aux besoins et attentes de la population Marocaine, ceci dans le cadre d'une véritable solidarité et dans la protection vigilante des droits fondamentaux individuels et collectifs.

Nous rejetons définitivement le statut de sujets que la monarchie nous impose et accédons de ce fait même et sans concession possible à notre statut naturel de citoyens et affranchis de toute allégeance qui voudrait nous être imposée.

Notre objectif est d'améliorer la vie de chacun. Nous encourageons nos concitoyens à lutter sans relâche pour la liberté et la démocratie car nous croyons que notre Nation ne peut exploiter son potentiel, qu'en prenant et assumant ses responsabilités.

Nous voulons investir réellement les ressources de notre pays pour permettre au talent des marocains de s'exprimer, dans l'innovation, l'esprit d'entreprise, le dynamisme économique, le progrès social, la culture originale du Maroc et la protection de son environnement et de son histoire.

Un Maroc libre, confiant, moderne démocratique et fédérale, est la perspective idéale pour tous les marocains.

Ouvert sur les autres, aspirant à maîtriser son avenir, le Maroc a besoin d'une remise en question profonde des orientations majeures de l'état.

La présence du Maroc au sein de la ligue arabe et les relations que le régime en place entretient avec la France coloniale et post coloniale exigent une profonde révisions. Cette remise en question à pour idéal la réalisation d'une volonté du peuple, de remettre le Maroc au centre de sa géographie historique, ouvert sur le sud de notre continent et sur l'Europe et le bassin méditerranéen.

Nous somme convaincu que l'espace des libertés individuelles et collectives ne peut s'élargir pour permettre l'exercice d'une réelle démocratie que si des hommes et des femmes déterminés à s'y sacrifier s'expriment et agissent ensemble pour leur liberté de citoyens engagés et responsable vis à vis de la patrie.

Le Maroc terre de prospérité, de par sa situation géographique privilégiée dispose d'un atout incontestable pour l'ensemble de la région d'Afrique du nord, et une garantie d'équilibre et de stabilité dans ce nouvel ensemble qui demain va se consolider dans une démocratie fédérale tant souhaitée par l'ensemble de la population.

L'édification d'une Afrique du nord forte de son identité et solidaire du continent africain, sera notre contribution au développement et à la paix entre les peuples. Dans ce sens, nous considérons que le rapprochement entre le Maroc et L'Algérie reste une priorité inaliénable.

Développer le Maroc, c'est construire une nation, fondée sur les multiples facettes de notre culture, sur une solidarité entre ses membres, cela s'impose comme une nécessité du présent et de l'avenir.

Le droit de participer activement et directement dans l'édification de nouvelles institutions pour libérer notre pays des entraves que lui imposent ses détracteurs nationaux et étrangers est un de nos droits imprescriptibles, et inaliénables

V/ Axes prioritaires

1. La mise en place d'un Etat unitaire Fédéral garantissant une société démocratique basée sur la justice sociale, les droits de l'Homme et du citoyen, le pluralisme politique et linguistique.
2. La promotion d'une société prônant la rationalité consacrant la liberté d'entreprise et l'ouverture.
3. L'effective reconnaissance officielle de la langue amazighe comme langue officielle dans un état qui consacre l'égalité des droits des femmes et des hommes dans tous les domaines y compris celui de l'héritage.

4. L'inscription de la laïcité dans la constitution pour garantir le droit à chacun de choisir sa religion, qui doit relever impérativement du domaine privé.
5. Le rassemblement, l'unification et l'organisation de tous les Marocains et Amis du Maroc décidés à réveiller la conscience nationale du Peuple Marocain afin que celui-ci se dote enfin des structures politiques, économiques, sociales et culturelles lui permettant d'assurer son avenir et son épanouissement dans le cadre d'une Afrique du Nord des Peuples et de la Solidarité.

VI/ Identité politique du RLD

Le RLD est un projet parti politique démocratique, qui a vocation à regrouper les hommes et les femmes s'engageant dans le combat pour la reconnaissance pleine et entière de l'identité nationale du peuple Marocain.

Il propose une vision spécifique de l'organisation sociale fondée sur la primauté de l'individu. Il se définit dans les valeurs de l'humanisme, de la solidarité, de la démocratie et de la liberté. C'est un parti de réforme, s'adressant à tous ceux qui œuvrent pour le progrès selon les principes des philosophies politiques allant de la Social-démocratie à la Démocratie Sociale Libérale tels que ces concepts sont largement reconnus et répandus dans le monde.

IL se donnera tous les moyens qu'il jugera légitimes pour atteindre ses objectifs notamment en se référant à l'ensemble des textes des conventions internationales sur les droits humains en la matière, ainsi qu'à ceux de l'Organisation des Nations Unies.

Il a vocation à devenir un interlocuteur incontournable face aux autorités de l'Etat, ou encore celles représentant les Institutions Internationales à l'échelle mondiale pour exprimer, défendre et promouvoir les intérêts légitimes du Peuple Marocain.

Parti d'union, le RLD s'efforcera d'ouvrir le dialogue avec tous les démocrates ou organisations démocratiques qui œuvrent dans le même but avec des approches philosophiques différentes, il sera également le Parti de chaque Marocain dont les droits fondamentaux seront menacés, la solidarité nationale sera une priorité absolue.

Grace à notre capacité de résistance à travers l'Histoire, nous avons maintenu contre vents et marées, notre existence de peuple, l'heure est aujourd'hui venue d'exprimer notre volonté comme Nation à part entière.

Le droit de participer activement et directement dans l'édification de nouvelles institutions pour libérer notre pays des entraves que lui impose ses détracteurs nationaux et étrangers est un de nos droits imprescriptibles, et inaliénables, unissons-nous pour le retrouver et les mettre en œuvre

Nous déclarons la création d'un Parti doté d'un Exécutif démocratiquement élu en son sein. Nous ambitionnons en premier lieu de mener une véritable campagne politique visant à moyen terme la démocratisation réelle de la société, condition indispensable et incontournable pour une véritable organisation du développement et une réelle administration générale de notre pays au service des Marocains.

VII/ Stratégie de travail

1. Fonder notre démarche politique sur l'essentiel des sensibilités politiques de notre peuple,
2. Regrouper les militants qui ont des convictions claires et sans ambiguïtés pour établir une organisation soudée, responsable et efficace,
3. Dialoguer avec les forces démocratiques qui le souhaiteront dans le but de créer une concertation permettant de définir des objectifs communs pour les populariser,
4. Démontrer notre crédibilité à travers l'engagement des membres du Parti comme acteurs de la vie politique, du monde économique, du domaine social et de la vie culturelle et associative,
5. Agir pour faire triompher nos objectifs, en nous écartant de tous comportements marginaux ou sectaires, porteurs d'échecs,
6. Répondre sans faiblesse à chacun des actes hostiles de l'Etat Marocain et de ses relais contre l'identité et la dignité de notre peuple.

Marrakech

Le 23/04/2011

Liste des invités à la rencontre du think tank

Prénom	Nom	Ville
Abdellah	El haloui	Marrakech
Abdellatif	Kich	Goulmima
Abderrahim	Laqmar	Casablanca
Abdesslam	Khalafi	Ifrane
Achraf	Bourqadi	Hoceima
Ahmed	Haddachie	Marrakech
Ahmed	Adghirni	Rabat
Ahmed	Assermouh	Marrakech
Ahmed	Assid	Rabat
Ahmed	Ouskounti	Marrakech
Ahmed	Khanboubi	Tiznit
Ahmed	Arehmouch	Rabat
Ali	Harcheras	Goulmima
Ali	Kheddaoui	Khenifra
Ali	Aidouche	Agadir
Amina	Zioual	Rabat
Badiha	Nahhass	Casa
Belaïd	Boudris	Rabat
Belaïd	Rami	Tafraout
Brahim	Lasri	Marrakech
Brahim	Labari	Agadir
Brahim	Fouguig	Fes
Elkhader	Aboulqassim (Afoulay)	Rabat
Hamid	Lihî	Ouarzazate
Hassan	Benhakeia	Nador
Hassan	Aaouid	Marrakech
Hassan	Idebelkassem	Rabat

Hassana	Boulahafa	Rabat
Jamal (Massine)	Zbayru	nador
Lahcen	Oussimouh	Rabat
Latifa	Maaroufi	Rabat
Lhoucine	Ait Bahssine	Rabat
Mbark	Boulguide	Agadir
Mehdi	Izzi	Agadir
Moha	Hamaoui	Rabat
Moha	Moukhlis	Rabat
Mohamed	Ajaajaa	Meknes
Mohamed	Boudhane	Nador
Mohamed	El Ouazguiti	Marrakech
Mohamed	Bouchdoug	Marrakech
Mohamed	Jouchi	Marrakech
Mohamed	Oudra	Rabat
Mohamed	El Moussaoui	Huceima
Mohamed	Bastam	Bouyzakarn
Mohamed	Merraki	Hoceima
Mohamed	Elhammouchi	Hoceima
Mounir	Kejji	Rabat
Moussa	Agherbi	Oujda
Mustapha	Barhouchi	Meknes
Mustapha	Benaamar	Nador
Mustapha	Qadery	Rabat
Naima	Ait oubella	Casablanca
Noureddine	El Hammouti	Taza
Omar	Ifden	Goulmime
Rachid	El Hahi	Agadir
Yamna	Karimi	Rabat
Youssef	Aggouri	Meknes
Youssef	ElKhadher	Rabat
Youssef	Laarej	Rabat
Zoubida	Fdail	Meknes

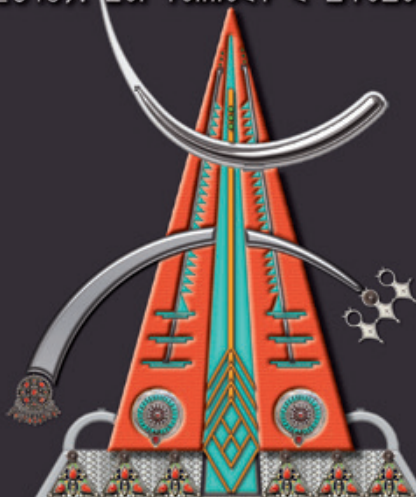
Programme de la rencontre

<i>Début</i>	<i>Fin</i>	<i>Durée (hh:min)</i>	<i>Désignation</i>
15:00	15:15	00:15	Mot d'ouverture : presentation du projet par Mohamed El Ouazguiti (FNAA)
Les interventions (première séance) (durée 1h:40 min)			
15:15	15:40	00:25	Mr Mohamed Boudhane
15:40	16:05	00:25	Mr Ahmed Adghirni
16:05	16:30	00:25	Mr Hassan Idbelkassm
16:30	16:55	00:25	Mr Ahmed Assermouh
Pause café (durée 15 min)			
16:55	17:15	00:20	Pause
Echanges (1ere séance) (durée 2 heures)			
17:15	19:15	02:00	Première séance d'échanges
Diner			
19:15	20:45	01:30	Diner en groupe
Echanges (2eme séance) (durée 1 heure)			
20:45	21:45	01:00	Deuxième séance de débat
Evaluation de la rencontre et clôture (durée 25 min)			
21:45	22:10	00:25	Séance d'évaluation, clotture et propositions pour la 2eme séance

SPONSORS:



ⵎⴰⵔⴰⵎⴰⵣⵉⵖ ⵏ ⵏⵓⵎⴰⵎⴰⵣⵉⵖ ⵏ ⵏⵓⵎⴰⵎⴰⵣⵉⵖ ⵏ ⵏⵓⵎⴰⵎⴰⵣⵉⵖ ⵏ ⵏⵓⵎⴰⵎⴰⵣⵉⵖ
(1912 - 2015): ⵏⵓⵎⴰⵎⴰⵣⵉⵖ ⵏ ⵏⵓⵎⴰⵎⴰⵣⵉⵖ ⵏ ⵏⵓⵎⴰⵎⴰⵣⵉⵖ ⵏ ⵏⵓⵎⴰⵎⴰⵣⵉⵖ?



**THE MOROCCAN AMAZIGH MOVEMENT, A HUNDRED YEAR LATER
(1912 - 2015): WHAT'S THE PERSPECTIVE FOR ITS SOCIETY PROJECT?**

LE 21 MARS 2015 A 15 HEURES



HOTEL OSCAR, AVENUE HASSAN II
RABAT 10 000 -

CONTACT FNAA: 06 73 70 78 72
fnaafederation@gmail.com

